

Jérôme DENIS, *Le Travail invisible des données. Éléments pour une sociologie des infrastructures scripturales*

Paris, Presse des Mines, coll. Sciences sociales, 2018, 208 pages

Bruno Salgues



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/20155>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.20155](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.20155)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2019

Pagination : 396-399

ISBN : 9782814305540

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Bruno Salgues, « Jérôme DENIS, *Le Travail invisible des données. Éléments pour une sociologie des infrastructures scripturales* », *Questions de communication* [En ligne], 35 | 2019, mis en ligne le 01 octobre 2019, consulté le 09 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/20155> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.20155>

vision dominatrice sexiste des médias s'explique par le fait que « les journalistes ne mobilisent pas le même cadre de référence pour parler des femmes et des hommes politiques » (p. 41). L'auteure signale aussi que « les poncifs qui servent à qualifier les femmes dans la vie courante étaient également utilisés pour les designer » (*ibid.*), par exemple la désignation par le prénom, qui est une caractéristique de ce langage : « Il n'est pas rare en effet de voir des journalistes mentionner "Najat ou "Marine", mais ni "Emmanuel", "François" ou "Nicolas" » (p. 41) déplore Marlène Coulomb-Gully. Elle estime que « l'usage du prénom est la règle dans la vie privée et dans l'espace intime, son emploi dans l'espace public contribue à décrédibiliser l'action des femmes » (p. 42).

Après avoir dressé l'histoire et l'état actuel de la situation dans les chapitres précédents, le chapitre « À la conquête du pouvoir » propose des pistes afin de rompre avec la domination masculine et les discours sexistes envers les femmes. L'auteure note que « les femmes sont désormais présentes à tous les échelons de la vie politique... ou presque » (p. 47). Mais il reste qu'elles occupent encore peu de places de pouvoir. Il est donc question d'« en finir avec les seconds rôles ». Un tour d'horizon hors de l'Hexagone permet à l'auteure de faire un bilan des femmes qui occupent ou ont occupé les « premiers rôles » dans le domaine politique. Elle cite notamment Indira Gandhi, Margaret Thatcher, Angela Merkel, Dilma Rousseff, qui symbolisent le pouvoir des femmes aux yeux du monde. Conquérir le pouvoir, pour quoi faire ? L'auteure répond à cette question en affirmant que « ce sont bien des femmes qui sont à la manœuvre, quand il s'agit de promouvoir la parité, de protéger les femmes des violences sexiste, de légiférer sur la prostitution ou de favoriser l'égalité professionnelle » (p. 57). Dans le prolongement du précédent, le sixième chapitre (« Domestiquer la politique ») invite à passer à la vitesse supérieure, c'est-à-dire des simples discours aux actions concrètes. Pour ce faire, l'auteure donne des « propositions concrètes et les pistes de réflexion [...] qui doivent aussi être l'occasion de repenser le rapport des femmes au politique ». La première concerne la limitation, voire l'interdiction du cumul des mandats (p. 61), ce qui permettrait aux femmes de faire leur entrée dans le domaine politique (*ibid.*). La deuxième piste fait référence à la « dévirilisation des partis » politiques. Selon Marlène Coulomb-Gully, un parti « viril [...] est un parti, tout simplement pensé par et pour les hommes, qui y trouvent le confort de l'entre soi masculin » (pp. 61, 62). Il s'agit alors d'une déconstruction des considérations et des mentalités ; à commencer par le partage avec les hommes le bonheur des tâches ménagères (p. 63). Pour Marlène Coulomb-Gully, domestiquer la politique revient aussi à « faire la politique autrement » (p. 65), en

promouvant la « culture de l'égalité » (p. 67). Cela passe aussi par une pédagogie sur « ce qu'être une femme et être un homme » veut dire. Selon l'auteure, « il s'agit de déconstruire les stéréotypes associés au masculin et au féminin promus par les prouesses de socialisation, au premier rang desquels la famille et l'école » (p. 67).

L'ouvrage se lit comme un plaidoyer en faveur d'une meilleure considération des femmes dans le champ politique. Cet essai pose des jalons sur la route de « l'empowerment » des femmes. Il revêt un caractère (politiquement) engagé, en ce sens qu'il invite à la prise de conscience de la capacité d'agir et d'acquérir du pouvoir par les femmes. La conclusion (« En avant toutes ... et tous ! », pp. 69-71) indique qu'il s'agit d'un combat concernant aussi bien les femmes que les hommes. L'ouvrage de Marlène Coulomb-Gully a aussi une visée pédagogique dans la mesure où il explique en quoi notre histoire et notre imaginaire collectif contribuent à cantonner les femmes aux seconds rôles. Cependant, il aurait pu aborder la problématique du sexisme dans le monde politique à partir d'autres contextes, notamment africains où les considérations socioculturelles et politiques ne sont pas forcément les mêmes que celles que l'on observe en Europe.

Simon Ngono

Gresec, université Grenoble Alpes, F-38000
ngonosimon[at]yahoo.fr

Jérôme DENIS, *Le Travail invisible des données. Éléments pour une sociologie des infrastructures scripturales*
Paris, Presse des Mines, coll. Sciences sociales, 208 pages

Ce qui se passe sur les données à partir du moment où elles ont été saisies est le thème central de l'ouvrage de Jérôme Denis. Il commence par une préface de Delphine Gardey (pp. 9-12) qui rappelle que « nos économies et nos sociétés reposent sur de vastes infrastructures informationnelles, support et objets de l'activité administrative, bancaire, industrielle et scientifique » (p. 9). L'auteure met alors en avant l'intérêt de l'ouvrage en affirmant que l'on « connaît [...] moins ou peu les modalités d'émergence et de stabilisation de ces infrastructures et les conditions de production et de mise en circulation de ce que l'on tient pour des "données" » (p. 9). Il s'agit d'abord de tenter de cerner ce que sont les données, puis d'analyser comment celles-ci émergent et se transforment, et enfin de comprendre comment elles forment le socle d'une vie en commun.

Ayant pour titre « La face caché des données », l'introduction (pp. 17-28) constitue une première tentative de réponse à ces questions. D'emblée, Jérôme Denis introduit l'idée de Christine L. Borgman selon laquelle « personne n'est véritablement capable de s'accorder autour d'une définition claire, exhaustive, de ce qu'est une donnée » (p. 17). Il utilise l'exemple d'un événement – la mort de son père – pour ajouter une nouvelle hypothèse : « difficile en effet de nier que ces données agissent » (p. 19). L'auteur propose alors de se diriger dans deux directions. « La première mène aux formulaires et plus généralement aux instruments d'écriture qui cadrent la circulation des informations » (p. 24). Il convoque Michel Foucault et considère chaque donnée comme un micro-dispositif de pouvoir. « La seconde piste renvoie à l'expérience personnelle que l'on peut faire de ces données » (p. 24). L'auteur met en avant une réalité : « Leur fabrication et les conditions de leur circulation restent dans l'angle mort de la plupart des réflexions, qui se focalise sur les formidables promesses des traitements dont peuvent faire l'objet ces données *a posteriori*, sur les connaissances qu'elles ne manqueront pas de faire émerger, ou à l'inverse sur les dangers que leurs usages représentent, notamment en termes de liberté individuelle » (p. 26). À l'inverse, une sociologie des coulisses de la donnée et la façon dont un travail invisible s'accomplit ne sont pas mis en avant. Ce sera donc le fondement de son ouvrage (pp. 17-28).

Ce sujet ayant fait l'objet d'études, le premier chapitre (pp. 29-45) est une revue de littérature sur les données de laboratoire (p. 30) : « Une grande partie de l'activité des scientifiques consiste à lire et à écrire ». Ceci justifie une entrée par le travail. Il sollicite successivement Charles Bazerman, qui « reconnaît à l'écrit une capacité d'action plus large » (p. 31), Jacques Derrida, qui « n'a eu de cesse de lutter contre les visions dominantes qui font du texte et de l'écrit des éléments passifs de la communication » (p. 32), Timothy Lenoir, pour qui le graphème peut être « appréhendé comme un élément constitutif du pouvoir de l'écrit » (p. 33), Bruno Latour et Stephen Woolgar qui introduisent la notion d'inscripteur (p. 34). À ce stade de la discussion, Jérôme Denis propose d'étudier « l'agentivité des articles scientifiques » (p. 34) et de « se focaliser sur la manipulation des traces et autres écritures intermédiaires et sur leur transformation » (p. 34). Puis l'auteur évolue vers l'idée que les espaces de travail sont envahis par des écrits de toutes sortes et que « leur présence est loin d'être aussi ordonnée que l'on pourrait l'imaginer à partir de la lecture des textes finalisés » (p. 39). À ceci, il faut ajouter les inscripteurs de types particuliers, les

machines, qui créent des données et transforment de la matière en écrit. Enfin, il invite à analyser le caractère dynamique de ces données. En revanche, il est étonnant que ce chapitre ne prenne pas en compte les travaux de Thierry Bardini, Galileo Ferraris et Madeleine Akrich qui ont développé une théorie de l'inscription.

Le deuxième chapitre, « Raison graphique et mobiles immuables » (pp. 47-62), débute sur la notion de « mobile immuable » de Bruno Latour (*La Science en action*, Paris, Éd. La Découverte, 1989) et sur la raison graphique de Jack Goody (*La Raison graphique*, Paris, Éd. de Minuit, 1979). Ainsi, selon ces théoriciens, faut-il comprendre « l'usage de l'écriture comme une – voire la – condition du développement de la rationalité moderne scientifique, administrative, économique, etc. » (p. 48). De plus, l'écriture est « une technologie intellectuelle qui est indissociable de certaines opérations » (p. 50). C'est ce qui assurerait « une nouvelle position de domination du lecteur face aux textes et aux données » (p. 51). Celle-ci proviendrait d'une spatialité de l'écriture que l'on retrouve dans la liste ou le tableau, objets graphiques qui font émerger de nouvelles formes de raisonnement. Ainsi, « les tableaux sont donc en eux-mêmes porteurs d'ordre, moteurs de simplification, de distinction et de classification » (p. 54). La force de l'écrit se résumerait en trois points : il faudrait cesser de supposer qu'il existe une inégalité de capacité cognitive entre les individus, il n'y aurait pas de raison d'isoler l'information de son instantiation matérielle, de nombreuses opérations resteraient nécessaires pour assurer la circulation effective de l'écriture matérielle (pp. 47-62).

Dans le chapitre suivant, « Écrire, compter, gouverner, organiser » (pp. 63-82), l'auteur part de l'idée que, dans le domaine des activités humaines, la raison graphique est en premier lieu une raison administrative. Il faut observer « la grande diversité des objets informationnels que constituent progressivement le dossier » (p. 64) : « Une part importante du gouvernement des personnes, des territoires et des populations s'accomplit ainsi à l'aide de dispositifs graphiques, au premier rang desquels la signature et les papiers d'identité, qui sont devenus incontournables, et continuent de se transformer » (p. 65). Jérôme Denis insiste alors « sur le rôle des technologies documentaires dans l'émergence d'un capitalisme qui s'est développé en se rationalisant » (p. 67). L'auteur s'interroge alors sur trois points : l'homogénéité qui semble ressortir de la vision bureaucratique ; le risque de réduire la force des données à des questions purement cognitives ; les fonctions de contrôle

et de coordination d'écrits. Il en conclut que « les organisations sont explicitement devenues des lieux de fabrique, de rassemblement et d'analyse des données » (p. 70). Trois principes généraux ont permis un management systématique, ce sont l'organisation, la communication et l'information ; la notion de système permettant alors de mettre en place une extrême rationalisation de ces trois principes. L'auteur note que « cette progressive standardisation des formats de communication écrite, principe pivot des systèmes, s'est également accompagnée d'une transformation des espaces de travail » (p. 74). L'orientation de l'investissement dans l'écrit normalisé est aussi réalisée au nom d'un projet de communication, d'une théorie de l'efficacité dont le corollaire est le management formaliste qui s'est progressivement équipé de technologies sophistiquées qui deviennent de plus en plus automatisées. Il en résulte l'existence d'un monde douteux et improductif de l'informel. L'auteur conclut sur l'existence d'infrastructures scripturales qui ont très rapidement débordé l'organisation interne.

Le chapitre intitulé « La construction scripturale de la réalité » (pp. 83-97) est le plus court de l'ouvrage, sûrement parce que le raisonnement qui le soutient est facile à décrire. Les différents types de comptes rendus sur lesquels nous nous appuyons au quotidien sont construits pour rendre nos actions intelligibles : « Le social que nous produisons est beaucoup composé d'écrits » (p. 85). Ces écrits sont le fruit d'organisation et, par conséquent, ne sont pas neutres. Les informations contenues sont donc « organisationnellement situées » (p. 86) et soulèvent « des enjeux aussi bien techniques (suppose des procédures, des modalités de sélection des traits pertinents, etc.) que politique (établit des catégories, privilégie des observables parmi d'autres, génère des abstractions à partir de situations locales, etc.) » (p. 86). Jérôme Denis n'hésite pas à parler des pratiques professionnelles qui deviennent routinières, fondées sur des couples description-prescription. Ces couples seraient créés avec une mise au silence des modes de leur production associées à une création de formes.

S'ensuit le cinquième chapitre, « Inversions infrastructurelles » (pp. 99-114). Jérôme Denis y explique dès le début cette terminologie : « Les formes d'écriture les plus standardisées sont toujours "énoncées", c'est-à-dire ancrées dans des pratiques concrètes, inscrites dans des écologies sociomatérielles complexes. Les données ne sont pas désincarnées et n'existent pas à l'état pur. Elles sont toujours affaire de mélanges, de bricolages, d'accommodements, d'agencements hybrides. Elles sont l'objet et le résultat d'un travail » (p. 99). À ce

stade, l'auteur pose trois problèmes : d'abord, celui des actes de scription, annotation, marquage, saisie qui ont un statut d'acte particulier, qui ne relève pas de la catégorie écrite ; puis celui de la place des historiens qui travaillent sur des archives dont il manque des traces et des écrits relevant de l'ordinaire ; enfin, celui des blancs des formulaires, espaces voués à être remplis (pp. 99-104). Il clôt le début de ce chapitre par l'idée que les infrastructures tiennent leur force de leur ubiquité et de leur évidence : « À ce titre, elles sont la plupart du temps invisibles aux yeux des usagers lambda dont elles supportent les activités. Seuls les accidents et les pannes les font réapparaître dans le champ de leur attention » (p. 104). Cette invisibilité ne serait pas le fait d'une domination d'un groupe sur un autre, mais celui d'une omniprésence, d'une évidence, de l'existence d'un objet anodin dont l'usage va de soi. C'est pour cette raison que l'auteur propose de faire remonter à la surface ce travail caché à partir d'une méthodologie qu'il offre de décrire dans les chapitres suivants.

Pour mener à bien ce travail, Jérôme Denis utilise une première étude réalisée sur un « dossier client », à partir d'une analyse d'une plateforme client d'une banque française (chapitre 6, pp. 115-149). Le dossier est le moyen de séparer deux tâches, celle du conseiller en agence et celle des agents de traitement. Il montre comment cette situation est le résultat d'une volonté de séparation organisationnelle dans laquelle le « défaire pour refaire » est important (p. 124). Le travail caché consiste alors en une double opération de réorganisation des documents et de réécriture et annotation. L'étude montre alors l'importance de la dimension temporelle de la lecture et dans le dépôt dans l'espace du bureau des différents documents à traiter. Ce processus permet de prendre la décision en recherchant d'autres informations, en utilisant des règles (pp. 115-141). L'auteur note que la volonté de standardisation maximale que l'on trouve dans ce type de situation est du ressort de « cette utopie d'universalité et de complétude des standards et des infrastructures » (p. 141). Le résultat est patent : « Ces dispositifs une fois mis en œuvre finissent par produire le contraire de ce qu'ils sont censés accomplir : ils obligent à plus d'ajustements, à plus de bricolage » (p. 142). L'auteur introduit la différence entre travail et travail réel pour arriver à la conclusion que « c'est [...] un geste politique qu'il s'agit de revendiquer, qui consiste à affirmer que tout projet qui vise à rigidifier, standardiser, automatiser jusqu'au bout la production, le traitement et la circulation des données et voué à l'échec » (p. 148). Jérôme Denis propose de construire un champ disciplinaire : une sociologie du travail de l'écrit.

Dans le même mouvement, le septième chapitre (pp. 151-180) est consacré à une seconde étude réalisée autour d'une *start-up* désirant utiliser des données publiques pour une application sur les pistes cyclables. Il commence par le constat que « les données occupent aujourd'hui une place centrale dans la manière dont fonctionne le monde et leur puissance est considérable » (p. 151). Jérôme Denis introduit le mouvement *open data* qui devrait « se résumer à une opération quasiment mécanique de mise à disposition », mais dont il n'est rien, ce qui est l'objet de la discussion qui suit. D'abord, il existe des données fournies par les citoyens qui sont de vrais capteurs introduisant ces données dans des logiciels standardisés comme OpenStreetMap (service collaboratif de cartographie). Puis, il y a les autres données, notamment celles des administrations publiques. La *start-up* se positionne selon deux dimensions importantes : « un enjeu fort de validation des données » (p. 157) ; il existe « bel et bien des données nombreuses et de qualité au sein des administrations » (p. 158). L'auteur constate alors le contraste entre l'image de cartes fixes de centre-ville et les données hétérogènes, tant dans la forme (petit papier, carnets de notes personnels, arrêté et décret, etc.) que dans les variables que ces documents contiennent. D'où l'hypothèse de l'*artefact* papier pertinent face aux « apories désincarnées de l'information » (p. 164) : « La survivance et même la croissance des usages liés au papier dans les entreprises à la suite de leur informatisation » est un constat (p. 165). Ce serait parce que les papiers sont « des ressources spécifiques à la cognition et la coordination qui ne peuvent être remplacées par la circulation des données et l'usage d'interface numérique » (p. 166). Il en résulte que la plupart des informations utiles pour le projet de la *start-up* ne peuvent être considérées comme des données (pp. 151-161). Les quelques données disponibles ont souvent des défauts : la fraîcheur, la régularité du cycle d'émission, le décalage entre une logique administrative et le service que les données sont censées rendre, leur fiabilité, notamment le décalage entre la date théorique et la date pratique, l'existence même de la donnée, y compris quand elle serait légalement obligatoire (pp. 161-180). La conclusion (pp. 181-184) de l'ouvrage insiste sur l'importance d'une sociologie des données, sur la mise en œuvre d'une différence entre les données (produites par captage) et les données obtenues, et sur le rôle des travailleurs de la donnée qui gèrent son invisibilité.

Au total, ce livre a un avantage certain : il est très complet dans le détail des références bibliographiques sur ce sujet. C'est est donc une mine (d'or) pour de

futurs doctorants. Il utilise des références anciennes et fondamentales souvent oubliées par certains chercheurs. Les exemples rendent concrètes les approches théoriques et ces mêmes théories permettent de compléter les exemples. Un ouvrage à lire pour tous ceux qui veulent réfléchir sur la donnée, quelle que soit leur formation initiale.

Bruno Salgues

CIS, École des Mines Telecom, F-42000
bruno.salgues[at]imt.fr

Mireille DOTTIN-ORSINI, Daniel GROJNOWSKI, *L'Imaginaire de la prostitution. De la Bohème à la Belle Époque*
Paris, Hermann, 2017, 268 pages

Mireille Dottin-Orsini est professeure émérite de l'Université Toulouse-Jean-Jaurès. Spécialiste des représentations féminines dans la littérature de la fin du XIX^e siècle, elle est notamment l'auteure de *Cette femme qu'ils disent fatale. Textes et images de la misogynie fin de siècle* (Paris, B. Grasset, 1993). Daniel Grojnowski est historien de la littérature et professeur émérite de l'Université Paris Diderot. Par le passé, tous deux ont déjà collaboré à des études sur les évocations de la prostitution en art, notamment pour *Un joli monde, romans de la prostitution* (Paris, R. Laffont, 2008) et *Grandeurs et misères des courtisanes, images de la prostitution* (Paris, Flammarion/Musée d'Orsay, 2015).

Dans *L'Imaginaire de la prostitution. De la Bohème à la Belle Époque*, les auteurs souhaitent compléter leurs travaux antérieurs et l'incontournable essai de l'historien Alain Corbin (*Les Filles de noces. Misère sexuelle et prostitution au XIX^e siècle*, Paris, Aubier-Montaigne, 1978) par une étude des représentations de la prostituée dans des genres et modes d'expression multiples – roman, chanson, peinture, etc. – issus tantôt des milieux populaires, tantôt des milieux cultivés. Cette enquête se focalise sur la seconde moitié du XIX^e siècle – davantage riche en archives, œuvres artistiques et documents divers relatifs aux amours vénales – en France, en raison de sa réglementation spécifique du commerce sexuel.

À défaut de témoignages directs de clients ou de prostituées, l'ouvrage étudie les informations à sa disposition pour rendre compte des usages propres au milieu prostitutionnel de la France du Second Empire et de la III^e République, des informations lacunaires et biaisées par des filtres institutionnels (rapports de police, règlements municipaux, etc.), culturels (regards des